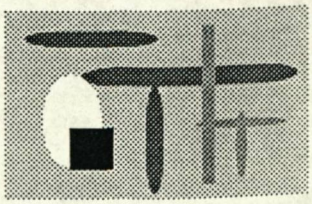
TL 1021

Timor-Est : un génocide oublié



par Carlos Semedo

Timor Oriental : la moitié d'une île, un territoire grand comme la Nouvelle Calédonie. A 600 km au nord de l'Australie. Capitale : Dili.
Envahi par l'Indonésie le 7 décembre 1975. A l'époque, la population était d'environ 700 000 habitants. Soumis pendant quatre cents ans à la colonisation portugaise, les Timorais en sursis habitent aujourd'hui la "27ème province de l'Indonésie".
Cette occupation, illégale en droit international, a été condamnée par le Conseil de Sécurité des Nations Unies ; Timor Oriental, qui, comme les colonies portugaises d'Afrique, se trouvait en phase de décolonisation au moment de l'invasion, fait toujours partie des "territoires à décoloniser", le Portugal étant désigné "puissance administrante".
La visite du Pape, en octobre dernier, soulevant une vive polémique dans les milieux diplomatiques et une compréhensible expectative au sein de l'Eglise catholique timoraise, a remis la situation sur le devant de la scène. Pour quelques heures...

Le bilan, après 14 ans d'occupation indonésienne, est terrifiant

Un tiers de la population a été massacrée : 200 000 à 250 000 personnes. Les populations ont été déplacées de leurs villages vers des hameaux stratégiques constitués par l'armée indonésienne. Les libertés de circulation, d'expression, d'association n'existent pas. Les violations des droits de l'homme et les assassinats sont pratiques quotidiennes. Toutes les activités économiques sont dans les mains de transmigrants javanais. **Timor Oriental est sous l'emprise de la peur.**

Depuis l'invasion, l'île est bouclée. Personne n'y rentre. En 1979, un journaliste de *Paris-Match* est expulsé après des agressions. Ce sera le dernier journaliste français à pénétrer dans la partie orientale de l'île jusqu'en 1989. Le silence international règne autour de Timor.

En janvier 1989, l'Indonésie a annoncé l'ouverture du territoire au tourisme. Quelques journalistes arrivent à se glisser, mais tous les visiteurs sont "acompagnés" en permanence par des agents de la police. Tout contact avec un habitant le met en danger, les témoignages sont rares...

"TIMOR GAP" : sous le silence, le pétrole

Le 11 décembre 1989, en violation flagrante du droit international, l'Australie a conclu, après dix années de négociations, un traité avec l'Indonésie pour l'exploitation conjointe du pétrole et du gaz naturel dans le bras de mer situé entre l'Australie et Timor-Est. L'Australie est impatiente de mettre la main sur ces dépôts : ils sont essentiels pour compenser le déclin de ses réserves pétrolières .

Le traité divise les 6 000 miles carrés de mer en trois zones : un secteur sud — la zone B — où l'Australie exercera des droits exclusifs ; un secteur central — la zone A — où l'exploitation sera conduite sous l'égide d'une autorité conjointe des deux pays et les revenus partagés à 50% ; enfin, un secteur nord —le secteur C — où l'Indonésie exercera des droits exclusifs.

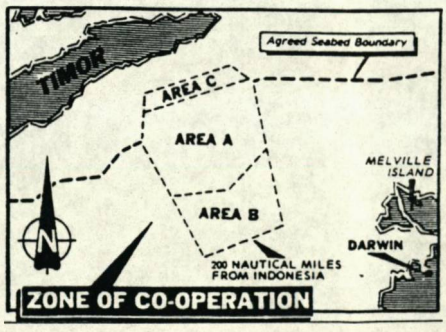
Si les estimations de la valeur des réserves de Timor Gap varient (de 1 milliard de barrils pour le *Financial Times* à 6 milliards pour *The Age*, de 80 à 460 milliards de m^3 de gaz), la zone est généralement considérée comme **l'un des 25 plus riches dépôts pétroliers du monde.**

Les compagnies australiennes Western Mining Corporation, Charterhall Oil et Woodside Petroleum, parmi d'autres, ont déjà dépensé des millions de dollars pour l'exploration de la zone. Des actions de lobbying pour obtenir des concessions dans la région ont été également lancées par Pelsart Oil, Oil and Mineral Quest, Otter Exploration et ... Elf Aquitaine Australie (toujours selon le *Financial Times*).

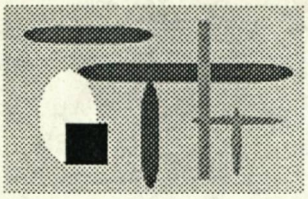
A Camberra, le traité a été qualifié par le Ministre australien des Affaires

étrangères, Gareth Evans, comme "*le plus important accord de l'Australie avec l'Indonésie en quarante ans de relations entre les deux pays*". Pour l'Indonésie, l'importance politique du traité dépasse largement son importance économique. Il s'agit du premier accord international légitimant l'annexion indonésienne de Timor-Est.

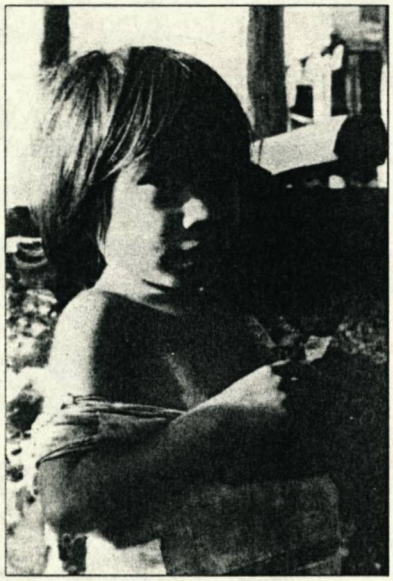
"*Gareth Evans et Bob Hawke* (Premier Ministre australien, NdR) *ont déclaré précédemment que Timor-Est est trop*



in Triangle nº 194
1er Trim. 90



pauvre pour parvenir à l'auto-détermination, mais maintenant ils exploitent ses ressources naturelles qui, selon la Convention maritime de 1982 des Nations Unies, sont situées dans la zone économique exclusive de Timor-Est" — déclarait en décembre 1989, J. Ramos Horta, une des personnalités les plus connues de la résistance timoraise, représentant du Front de libération du Timor-Est (FRETILIN) à l'ONU pendant plus de dix ans, aujourd'hui en exil en Australie.



La résistance timoraise : pour l'autodétermination

Malgré le génocide, la répression et l'isolement, l'armée indonésienne d'occupation n'est pas venue à bout de la résistance de ce peuple.

Les Forces Armées de Libération (FALINTIL), 1 200 à 1 500 résistants armés réfugiés dans les parties les plus montagneuses de l'île, sous le commandement de Xanana Gusmão, ont obligé l'armée indonésienne à mobiliser en permanence plus de 15 000 hommes, renforcés jusqu'à 25 000, de temps en temps, pour des "opérations spéciales".

Autre pôle de résistance : l'église catholique. Le diocèse de Dili a toujours refusé son intégration à la Conférence épiscopale indonésienne : un évêque timorais, Monseigneur Belo, est Administrateur apostolique à Dili puisque, cas unique, l'évêque de Dili n'est autre que ... le Pape lui-même. Dans le premier pays musulman du monde, les Timorais ont massivement opté pour le christianisme.

Témoins des souffrances du peuple, les Administrateurs apostoliques sont amenés à prendre des positions claires mais dérangeantes : Monseigneur Martinho Lopes a été renvoyé mais son substitut, Mgr Belo, a fini par adresser, en 1989, une lettre au Secrétaire général de l'ONU, M. Perez de Cuellar, demandant l'organisation d'un référendum sur la question de l'autodétermination.

Fortement implantée parmi les communautés en exil (plusieurs dizaines de milliers de Timorais en Australie, au Portugal et dans les pays d'Asie et du Pacifique), la Convergence Nationaliste est une coalition entre FRETILIN et Union démocratique timoraise (UDT), élargie à des personnalités indépendantes. Elle talonne les diplomaties portugaise, européenne et onusienne afin qu'elles jouent leurs rôles et assument leurs responsabilités.

Le Parlement Européen a déjà condamné l'Indonésie à trois reprises — la dernière fois en novembre 1989. Des initiatives parlementaires sont en préparation et une association internationale, "Parlementaires pour Timor-Oriental", regroupe des parlementaires d'Australie, de Grande-Bretagne, de RFA, des Pays-Bas, du Portugal, du Canada, de la Suède, des USA et du Japon.

Les nouveaux venus dans la lutte sont les jeunes et les étudiants timorais. Ils ont sorti des banderoles devant les caméras de télévision au moment de la visite du Pape, en octobre : certains ont été assassinés, d'autres arrêtés . En janvier dernier, ils ont recommencé, cette fois quand l'ambassadeur américain à Jakarta est venu à Timor : nouvelles arrestations ...

"*Nous sommes en train de mourir comme peuple et comme nation*" — écrivait Mgr Belo à M. Perez de Cuellar en 1989.

Allons-nous laisser faire ? ■

AGIR POUR TIMOR c'est maintenant !

L'association Agir pour Timor a démarré pendant que Jean-Paul II se trouvait à Timor-Est ; le 12 octobre, nous étions plusieurs dizaines sur le parvis des Droits de l'homme à Paris, manifestant pour l'organisation d'un référendum et pour l'autodétermination. Première manifestation — passée presque inaperçue bien qu'annoncée par une conférence de presse quelques jours avant.

Le mur de Berlin a fini par tomber ; arrivera-t-on à briser le mur du silence qui entoure Timor-Est ?

Depuis octobre, nous avons saisi toutes les occasions d'attirer l'attention sur le sort des Timorais : des rencontres-débats à Paris et aux Mureaux, un concert de solidarité, une exposition à Beauvais, une intervention à la Commission des Droits de l'homme de l'ONU à Genève, quelques articles dans la presse et des interviews à la radio.

Il faut multiplier les actions, auprès des décideurs et de l'opinion, pour ramener la question timoraise à la surface de l'actualité ; nous entreprenons maintenant des actions en direction des parlementaires français et européens, la publication d'un bulletin, en coordination avec les groupes de solidarité agissant pour Timor et pour les droits de l'homme en Indonésie, en Europe, dans les pays nordiques, en Australie, au Japon, aux Etats-Unis, etc ...

Nous avons besoin de vous pour faire connaître la situation de Timor-Est : nous pouvons fournir une documentation abondante, des dossiers de presse, une exposition-photos, deux cassettes-vidéo, les témoignages de nos camarades qui sont allés à Timor , des photos et des diapositives, pour animer des réunions et prendre toutes initiatives **AVANT QU'IL NE SOIT TROP TARD !**

Contactez :

Agir pour Timor
22 bis, rue Jouvenet
75 016 Paris
(ou au (1) 48 33 39 57)